

Classement de l'article | 16 déc. 2010 | L'Express Ottawa

Un ancien professeur plaide coupable

Un ancien enseignant de l'École secondaire Béatrice-Desloges, Yves Lafortune, a plaidé coupable à des accusations de nature sexuelle.



Selon le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), le Service de police d'Ottawa (SPO) a confirmé que les gestes allégués sont survenus à l'extérieur de l'école. D'après ce que les policiers auraient dit aux dirigeants du CECCE, aucun élève de l'institution scolaire n'aurait été agressé par l'ancien professeur.

De son côté, le SPO n'a pas voulu confirmer quoi que ce soit dans ce dossier, disant vouloir protéger les victimes.

«En raison de la nature délicate du dossier, une interdiction de publication a été émise par la cour en juin dernier. Il était alors impossible pour le Conseil des écoles catholiques du CentreEst (CECCE) d'en informer la communauté. Dès le début de l'enquête, le Conseil a pris toutes les mesures requises en pareilles circonstances pour s'assurer de la plus complète sécurité de ses élèves tout en collaborant avec la police», peuton lire dans un communiqué de presse envoyé par le CECCE à ce sujet.

Le conseil scolaire tient à rappeler que Lafortune n'est plus à l'emploi de l'école Béatrice-Desloges depuis juin dernier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Dec 2010 | *Orleans Star* | *By Bryan Michaud* | bryan.michaud@transcontinental.ca

Former teacher pleads guilty to sexual crime

Yves Lafortune, a former teacher at l'École secondaire Béatrice-Desloges, has pleaded guilty to sexual offence charges.

Évènement du Boxing Day **TX**

Aucun paiement pour les 2 premiers mois

hommes • femmes
ados • enfants

Jiu-jitsu
Kickboxing
XMA

Le dimanche
26 décembre 2010
10h à 16h

Dépassez vos limites
en 2011 !



MARTIAL ARTS
AND FITNESS

11-1344 Youville Drive, Orléans
(613) 841-4111

NXMartialArts.com

3706036

The charges stem from an incident that did not occur on the school grounds and did not involve any students, according to the Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) and Ottawa police.

However, Ottawa police representatives would not reveal more details, citing a publication ban aimed at protecting the victims.

"Considering the delicate nature of the file, a publication ban was imposed by the courts last June and, as a result, it is impossible for the CECCE to make any comments," reads a press release put out by the school council. "From the onset of the police investigation, the council took all the necessary measures to ensure the safety of the students while collaborating with the police."

The school council also stated Lafortune lost his job at l'École secondaire Béatrice-Desloges.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 décembre 2010 | Le Droit | La Presse Canadienne

Les jeunes Québécois ont une vie familiale mouvementée

MONTREAL — Les enfants apprennent très tôt que les couples ne sont pas toujours unis pour la vie. Selon une nouvelle recherche de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), près du quart des jeunes Québécois a vécu un changement familial lié à l'histoire conjugale de leurs parents avant d'entrer à l'école primaire.

Dans leur fascicule « Diversité et mouvance familiales durant la petite enfance » rendu public hier, Hélène Desrosiers et Micha Simard révèlent qu'environ 10 % des enfants nés à la fin des années 1990 ont vécu un changement familial, c'est-à-dire qu'ils ont vu leurs parents se séparer ou former un nouveau couple. Et 15 % ont eu à composer avec au moins deux transitions familiales de ce type.

Près de trois enfants sur 10 (28 %) ont vécu avec un seul parent avant l'âge de six ans et 13 % des enfants ont déjà vécu avec un beau-parent.

Mais c'est une autre statistique qui a étonné la coauteure de l'étude et coordonnatrice à l'ISQ, Hélène Desrosiers. « Il y a au moins cinq pour cent des enfants qui vivent trois transitions entre la naissance et six ans, ce n'est pas négligeable », a-t-elle souligné.

Toutefois, selon Mme Desrosiers, il ne faut pas tirer des conclusions hâtives et croire que les petits Québécois vivant dans une maisonnée où les deux parents forment toujours un couple vivent moins de bouleversements pour autant. Les données révèlent en effet qu'au moment où ils fréquentaient la maternelle, environ le quart des enfants avaient au moins un parent éprouvant des difficultés conjugales importantes.

« Dans les familles apparemment intactes, il y a beaucoup de parents qui vivent la détresse conjugale et l'enfant est exposé à cela », a souligné Mme Desrosiers.

La seule véritable conclusion que l'on peut tirer de ces chiffres, dit-elle, c'est que les jeunes enfants québécois ont une vie familiale pour le moins mouvementée.

Mais il est cependant trop tôt pour évaluer l'impact des changements familiaux sur le développement des enfants. C'est cependant ce que l'ISQ tentera de déterminer au cours des prochaines phases de son étude.

Le fascicule s'appuie sur un échantillon d'environ 1500 enfants suivis de la naissance à six ans dans le cadre de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ 1998-2010).

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 16 déc. 2010 | L'Express Ottawa

Un livre pour les 150 ans d'Orléans

Afin de souligner le 150e anniversaire d'Orléans, Mgr Peter Schonenbach et quelques-unes de ses paroissiennes se sont unis dans la création d'un livre racontant un pan de l'histoire de cet ancien petit village étant devenu l'un des secteurs les plus importants de la capitale fédérale : Orléans.



Photo: Bryan Michaud

De gauche à droite, Anita Cardinal, Mgr Peter Schonenbach, Françoise Miller, Colette Côté, Paulette Corbeil et Denyse Amyot, qui ont tous contribué à la conception du livre.

Le livre se consacre particulièrement à l'histoire de la paroisse d'Orléans et aux familles pionnières qui ont contribué à l'essor de cette communauté. Les artisans du projet souhaitent que leur bébé soit consulté par les générations plus jeunes, afin qu'ils transmettent l'histoire d'Orléans aux générations suivantes.

«Pour connaître notre nouveau, il est important de connaître notre passé», croit Mgr Schonenbach.

L'idée de la conception du livre est née en 2002, alors que Mgr Schonenbach a approché l'une de ses paroissiennes, Colette Côté, afin de lui demander son avis sur ce qui devrait être fait pour souligner les 150 ans d'Orléans.

«Ma tante avait participé au livre sur le 125e, raconte-t-elle. On voulait laisser un souvenir tangible. L'idée du livre est venue par elle-même. Le livre raconte beaucoup l'histoire verbale d'Orléans. On l'a vécue, on connaît l'histoire de notre communauté.» Le livre sur les 150 ans d'Orléans est disponible au bureau de la Paroisse d'Orléans.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and

protected by applicable law.

Classement de l'article | 16 déc. 2010 | *L'Express Ottawa*

Les Sénateurs amènent de la joie aux enfants du CHEO

Les joueurs des Sénateurs d'Ottawa ont amené de la joie chez les enfants du Centre hospitalier pour enfants de l'est de l'Ontario, mardi, alors que des chansons de Noël et des rires emplissaient les murs de l'hôpital d'Ottawa.

LA CITÉ COLLEGIALE

Une formation vraiment intense

Inscris-toi dès maintenant

Fais vite... certains programmes débutent en janvier

www.lacitecollegiale.com | 613 742-2483

la cité collégiale

Le Collège des meilleures pratiques
3657564

cop 10-155

Detailed description: The image is a promotional advertisement for La Cité Collégiale. It features a young man with light brown hair, wearing a light blue button-down shirt, smiling broadly. He is holding up his right hand, palm facing forward, with red paint applied to the tips of all five fingers. On the index finger, there is a small white ampersand (&), on the middle finger a white asterisk (*), and on the ring finger a white less-than sign (<). The background is a server room with orange and black cables. At the top, there are two white rectangular signs with black and blue text. The first sign says 'LA CITÉ COLLEGIALE' on the left and 'Une formation vraiment intense' on the right. The second sign says 'Inscris-toi dès maintenant' in blue, followed by 'Fais vite... certains programmes débutent en janvier' in red, and 'www.lacitecollegiale.com | 613 742-2483' at the bottom. At the bottom of the image, there is a blue and white banner with the 'la cité collégiale' logo and the tagline 'Le Collège des meilleures pratiques' and the number '3657564'. On the left side of the banner, there is a small vertical text 'cop 10-155'.

C'est une tradition annuelle d'organiser une telle rencontre entre les jeunes patients, leurs parents et les joueurs, une rencontre que tous apprécient.

«C'est vraiment une joie de voir les enfants sourire de la sorte, soutient le joueur de centre des Sénateurs, Chris Kelly. Ils passent à travers un dur moment, mais ils sont comme tous les autres enfants. Ils sont contents de nous voir et nous sommes contents de les voir.»

Le jeune garçon de quatre ans de Stanley Ulysse, Olivier, est à l'hôpital depuis un an. Il regarde toutes les parties des Sénateurs. Le joueur préféré d'Olivier est Alex Kovalev. «Il garde une photo de Kovalev à côté de son lit et à chaque fois qu'il marque un but il l'acclame, raconte son père. Il connaît tous les joueurs. Il est tellement emballé.»

L'animateur de radio Stuntman Stu était sur place pour introduire l'équipe. Les joueurs recrutés ont entonné des chants de Noël. Après, ils ont signé des autographes, ils ont été pris en photo et ils ont parlé avec les enfants et leurs parents.

Taylor, qui a 13 ans, remercie les Sens pour être venu les visiter. «Ça nous rend vraiment heureux et nous aide à garder le moral. Ils sont nos joueurs locaux et je les acclame à chaque partie.»

Quelques amatrices ont souligné qu'elles étaient excitées à l'idée de voir Mike Fisher, qui est devenu une célébrité après son mariage avec la chanteuse country Carrie Underwood. Il a d'ailleurs lancé à la blague qu'il ne voulait pas chanter une chanson de Noël pour ne pas faire compétition à sa femme.

Kelly a soutenu qu'être devenu un nouveau papa lui a permis «d'apprécier un peu plus les choses».



«Ça met les choses en perspectives, avance-t-il. Nous sortons jouer une partie, mais il y a des choses plus sérieuses que des parties gagnées ou perdues au hockey.»

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 décembre 2010 | Le Droit | MATHIEU MATHIEU BÉLANGER BÉLANGER mabelanger@ledroit.com

Sans eux, « je n'aurais pas eu de Noël »

Centre alimentaire d'Aylmer joue la carte de la solidarité... et de la dignité

Noël approche. Les centres de dépannage alimentaire s'activent. Sylvie Comeau déambulait tranquillement avec son panier d'épicerie, hier matin, dans les allées du magasin partage du Centre alimentaire d'Aylmer. Une grosse dinde, un jambon et une bûche de Noël étaient soigneusement placés dans son panier. Sa voix et ses yeux remplis d'eau trahissaient son émotion lorsque LeDroit l'a rencontré.



SIMON SÉGUIN-BERTRAND, LeDroit

Suzanne Larocque et Sylvie Corriveau sont comblées par le choix des denrées du magasin mis en place par le Centre alimentaire d'Aylmer.

« Je vais sortir d'ici avec tout ce qui faut pour une fête de Noël, dit la mère d'un garçon de 17 ans, les larmes aux yeux. Si ce n'était pas du centre alimentaire et de la générosité des gens qui ont donné, je n'aurais pas eu de Noël cette année. Je n'aurais jamais pu m'offrir une telle épicerie dans un supermarché, je n'en ai pas les moyens. »

Le concept mis en place par le Centre alimentaire d'Aylmer il y a cinq ans diffère des traditionnels

paniers de Noël qui sont la norme à ce temps-ci de l'année dans les différentes banques alimentaires. « L'idée c'est que plutôt que de faire la charité on demande l'implication des participants à l'organisation du magasin partage, ainsi qu'une contribution financière de 15 %, explique Marjolaine Bouchard. Ce n'est donc pas un simple don: ça se fait dans la dignité et dans la solidarité. »

Un véritable choix

L'avantage du magasin partage c'est que les bénéficiaires ont le choix des denrées. « Ce n'est pas un panier sur lequel ils n'ont pas de contrôle, explique l'intervenante. Selon les besoins des gens, nous leur donnons la possibilité de magasiner pour une épicerie qui varie de 125 à près de 300\$. Ils choisissent ce qu'ils désirent avoir sur leur table pour Noël. »

Cette année, 120 familles du secteur Aylmer profiteront d'une épicerie au magasin partage. Elles n'étaient que 60 ils y a cinq ans. Au total, plus de 27000 \$ en denrées seront ainsi distribuées. Grâce à des dons et des commanditaires, les parents pourront aussi repartir avec des cadeaux pour leurs enfants.

L'effervescence était aussi palpable dans les locaux de l'ancien Zellers, sur le boulevard des Entreprises, dans le secteur Gatineau. Là, une quarantaine de bénévoles s'affairaient à confectionner les 1250 paniers de Noël découlant des dons amassés lors du traditionnel Déjeuner du maire. Ce sera ainsi jusqu'à samedi, journée de la distribution des paniers – à laquelle participeront 18 autobus et chauffeurs de la Société de transport de l'Outaouais. Marc Bureau est d'avis qu'une telle activité est plus nécessaire que jamais, car la pauvreté et l'insécurité alimentaire continuent de gagner du terrain dans sa ville. Lui-même avoue ne pas l'avoir toujours eu facile, au cours de sa vie.



« Je proviens d'une famille qui n'était pas riche, mais à l'aise, raconte-t-il. Lorsque j'étais étudiant à l'université, par contre, j'ai vécu certaines périodes plus difficiles. Quand j'étais conseiller, j'ai aussi passé 48 heures au Gîte ami, pour l'expérience. Je savais cependant que je retournais à la maison une fois l'expérience terminée. Ce n'est malheureusement pas le cas pour tous. Ce que j'ai compris, c'est que ça peut arriver à n'importe qui, de se retrouver dans une situation difficile. Les besoins sont très grands à Gatineau... et une chance qu'on a des organismes très dévoués qui sont là pour aider sur le territoire de la ville. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

16 décembre 2010 | Le Droit

UN MEMBRE DE GANG DE RUE DÉPORTÉ

Un membre du gang de rue Ledbury Banf Crips, à Ottawa, a été déporté vers son pays de naissance, la semaine dernière. L'Agence des services frontaliers du Canada a confirmé hier qu'Omar Ahmed, 25 ans, a été renvoyé du Canada vers la Somalie à cause de son très lourd passé criminel. Il s'est envolé vers l'Afrique le 7 décembre sous escorte des agents de l'Agence. Ahmed est arrivé au Canada en 1995, à l'âge de 5 ans. Il a été reconnu coupable de crimes tels que la possession de crack dans le but d'en faire le trafic, de menaces, de méfaits, et d'agressions. Il a détourné à trois reprises ses conditions de remise en liberté ordonnées par la cour. L'ex-Ottavien était en détention depuis le 1er avril dernier. Une ordonnance d'expulsion a été émise deux semaines plus tard pour ses activités criminelles; une deuxième ordonnance a été déposée en s'appuyant sur son appartenance au crime organisé, dans les jours suivants. « Le retrait des contrevenants dangereux ne fait pas qu'assurer la protection des Canadiens, mais le maintien de l'intégrité du système d'immigration pour ceux qui vivent au pays en respectant ses lois. Nous ne tolérons pas les gens qui viennent dans ce pays et qui y commettent des crimes », a transmis par voie de communiqué le ministre fédéral de la Sécurité publique, Vic Toews.



Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Dec 2010 | *Ottawa Citizen*

Ex-PM Martin upset with aboriginal school funding

Former prime minister Paul Martin says it is "unforgivable" that the federal government is shortchanging the funding of aboriginal education. Martin said one of the reasons that aboriginal students drop out of school is the deplorable condition of many First Nation schools. Speaking Wednesday in Winnipeg at a luncheon co-sponsored by the Aboriginal Chamber of Commerce and the Manitoba Chambers of Commerce, Martin said that, in many parts of the country, aboriginal youngsters attend schools without adequate teachers, science or computer labs, or schools built on toxic dumps.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)



School board trustees stick with long-time leaders

By TOM VAN DUSEN, OTTAWA SUN

Last Updated: December 15, 2010 10:24pm

KEMPTVILLE — It wasn't mentioned at the recent inaugural meeting of the 2010-11 Catholic District School Board of Eastern Ontario board of trustees, but Ron Eamer deserves a gold star.

To be elected for a 10th consecutive term as chairman of the board, Eamer has to be doing something right.

Entering his 30th year as a Catholic school trustee representing Cornwall and Glengarry County, Eamer thanked fellow board members for their trust in his leadership.

"Together we're providing a caring, nurturing place where our students come to learn and build a foundation for the rest of their lives," he said.

Seven-year board veteran Brent Laton, trustee for Grenville County and Elizabethtown-Kitley Twp., was acclaimed vice-chairman.

During the meeting, director of education Bill Gartland praised the board for continuing to demonstrate excellence in its three strategic goals of achieving literacy for all, living the Catholic faith, and making resources matter.

With 13,500 students in the system, the CDSBEO operates 50 elementary and secondary schools across eight counties.

Over at the Upper Canada District School Board which covers the same territory for public supporters with more than 30,000 students in 100 schools, Greg Pietersma is halfway to matching Eamer's achievement. Representing Dundas County, Pietersma has been elected to his fifth term as chairman.

The biggest challenge now facing trustees and staff is the need to better communicate to parents and other stakeholders the board's positive direction, Pietersma said.

"We have to develop a structure that helps us distill the vast amount of information we receive down to the most salient points," he said.

Representing Perth and area, Bill MacPherson was elected UCDSB first vice-chairman, while David MacDonald representing Cornwall will serve as second vice-chairman. □

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 16 Dec 2010 | Orleans Star | By Diodora Bucur | bucur.diodora@transcontinental.ca

School boards to share bus routes

The Ottawa-Carleton District School Board and the Catholic School Board have entered an agreement that would see their east-end school bus routes harmonized.

Negotiations are underway between the two boards in a bid to merge the two services, a cost-cutting measure slated for implementation by next fall.

"For the first time ever, you will see Catholic school children on the same bus as public school children," said John Shea, the Orléans-Cumberland trustee with Ottawa's public school board.

"The public board and the Catholic board have entered into an agreement where they will start to share buses. This is an opportunity to save millions of dollars to taxpayers and it is pretty exciting."

However, Shea could not give exact figures, saying details on actual bus schedules have yet to be ironed out.

"There are a lot of challenges that come with that because everyone plans their lives around when they get their kids to school," he continued.

Meanwhile, Ottawa Student Transportation Authority (OSTA) general manager Roy Wierenga says they will be presenting their recommendations to the two school boards early in 2011. But he stopped short of revealing any specifics.

"We are not in a position to release any information on that yet," he said. "We are looking at transportation opportunities across the board."

The OSTA serves about 60,000 students across the city. The transportation body was created in 2007, as part of the Ontario Education Ministry's efforts to reform the school transportation system by forging partnerships between school boards, according to their website.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Dec 2010 | Ottawa Citizen | BY TOBI COHEN | POSTMEDIA NEWS

Parents urged to watch what their kids tell Santa online

“Dear Santa” websites may not turn out to be as jolly as they look, warns a U.S. advertising regulator.

More than 60 Internet domains have been registered in the name of Santa Claus offering kids a chance to email the portly purveyor of gifts, according to the U. S. Children’s Advertising Review Unit which is urging parents to be vigilant.

While the organization hasn’t received any complaints, director Wayne Keeley says it’s good practice for parents to check a site’s privacy policies and to monitor their kids to ensure they don’t reveal too much personal information.

“The Dear Santa letters, a lot of times, are very attractive to children and directed to children and sometimes the website operators themselves may not be cognizant of all the issues surrounding a child audience,” he said.

Privacy policies should explain whether sites share information with third parties, including advertisers, whether they publicly disclose all information — for instance, by posting children’s letters — or retain them for future purposes, CARU said.

Kids should avoid revealing their full names, phone numbers, addresses and schools, as such data could be used by predators. “Santa already knows where all the children live,” CARU said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Dec 2010 | Ottawa Citizen | BY LEE GREENBERG

Private firms get go-ahead to operate daycares in schools

Few schools now offer care for four-year-olds

TORONTO In a bid to revive a key aspect of the rollout of his full-day learning program, Premier Dalton McGuinty said Wednesday that daycare providers will be welcomed into schools to provide extended care.

The change follows a tepid response by parents to the offer of before-and after-school care to be provided by the schools.

Of the 22 schools in the Ottawa-Carleton District School Board offering full-day learning, for example, only four offer the additional care, which, in theory, would keep a school open from 7 a.m. until 6 p.m. The Ottawa board required at least 20 students to run the program.

McGuinty said the changes respond to concerns from parents "about us taking away their early childhood educator, taking away a program they already had confidence in."

"They didn't want that to be broken up," he said Wednesday. "So now we've created the option."

Third-party daycare providers will now be allowed to run the after-hours component of the plan. In some cases, the daycares are already in schools. If they wish to participate in the full-day learning program, they will need to agree to follow the provincial curriculum.

"We're developing along the way," McGuinty told reporters. "And we're making amendments to ensure we get it right and it's something that is practical and attractive to parents and their kids. It's yet another step in the evolution of the program."

Charles Pascal, the premier's special adviser on early learning, initially conceived of the program as one entirely administered by school boards. Seamless, full-day learning offers educational benefits to children and saves parents money and aggravation over having to shuttle their children between different caregivers, he said.

In an interview Wednesday, Pascal put a positive spin on the changes. He added that his original plan was to have a program "with the fewest number of adults" administered by boards.

"From my point of view, the best quality and the best cost for the parent is the seamless full day," he said. "But let's have a look. We'll be able to study some variations on the theme."

On Wednesday, a Toronto newspaper had reported the province was scrapping board-run after-hours care, a suggestion Pascal called "nonsense."

So far, the extended-hours component of Ontario's full-day learning kindergarten program has had limited response. In Ottawa, some parents complained that schools made it difficult for them to sign on.

Pascal blamed that on some school officials' resistance to change.

"You have the challenges of the unknown and doing something different," he said. "The key thing is there are principals who look at this and say 'Wow! This is amazing.' And there are others who are saying, and I can empathize with this, 'Oh my God, this is a lot of work.'"

Patti Taggart was among the Ottawa parents disappointed with what she says was a confusing board-led enrolment process. Taggart, whose son Nic attends full-day junior kindergarten at Manordale Public School, says the school failed to properly inform parents about the option of before-and after-school care. As a result, only five parents enrolled and the school declined to provide it. Officials reversed that decision after a number of parents complained, she says.

Taggart is now paying \$17.80 per day to keep Nic in school between 2:45 and 5:45, far less than the \$40 per day she spent on daycare. The school does not offer before-school care because of insufficient demand, she says.

"I hope they learn from what has happened," Taggart, an early childhood educator instructor at Algonquin College, said. "New parents need more guidance from the school. We should have had a debriefing to tell us this is really important that you get back to us."

In terms of the changes announced Wednesday, Taggart says she feels lucky her son is enrolled in a board-run after-hours program.

"The nice thing now is the early child educators, they actually work in the program with the teachers. Then they provide the after-school care. They know the teachers because they work in their

classrooms," she says. " What I would worry about (if a third-party operated it) is would there be a good link between the teachers in the school and the daycare that comes in?"

A spokeswoman said Ottawa board officials needed more time to study the change before commenting.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 16 Dec 2010 | Ottawa Citizen | *BY ANDREA MROZEK* *Andrea Mrozek is manager of research and communications for the Institute of Marriage and Family Canada*

Cut full-day kindergarten altogether

R

ports on Wednesday that the Ontario Liberals would cut before and after-care in the new all-day kindergarten program had advocates for the idea of a “seamless day of early learning” up in arms. Premier Dalton McGuinty claimed yesterday there would be no disruption for parents and everything is going according to plan, but really, the biggest disruption of all was the completely thoughtless rollout of this extravagant, expensive, untested and unnecessary program to begin with.

Ideally, the entire program would be canned. Failing that, any decision to cut parts of it should be applauded as brave and necessary.

In June 2009, Charles Pascal, special adviser to McGuinty on early learning, submitted a report to the government. It was absolutely sweeping. It called for the government to provide care encompassing “the prenatal period through to adolescence,” as the report reads. Day care for all of Ontario’s children would be situated in public schools, available from 7:30 in the morning, to 6 p.m. (The first step in the grand plan was the move to all-day kindergarten.) The schools would be hubs — one-stop shops for day care, health care and school.

It was the kind of sweeping vision that might look good on paper, but leaves most people asking “What’s the catch?” And the catches are indeed numerous, but let’s focus on the cost.

The initial cost estimate for the program as stated in the Pascal report was just shy of \$1 billion annually. Our own cost estimates at the Institute of Marriage and Family Canada rang in at a minimum of \$ 1.5 to \$ 1.8 billion annually, for full-day kindergarten alone, leaving aside the other elements of Pascal’s vision. Put differently, this is \$9,000 per child, annually. What parent wouldn’t know how to spend that money better than government?

Few families running a budget deficit would go ahead with a massive renovation and expansion on their homes. With an annual budget deficit of \$18.7 billion, Ontario’s government was happy to do just that, claiming substantial benefits to children’s learning. That was the worst part, since the purported benefits for children are based on scant evidence. Research does show targeted programs for small numbers of disadvantaged children reap rewards. There is nothing to say broad-based programs for hundreds of thousands of children will prove beneficial in the long run.

Even in the short time since September, evidence has accumulated that the province is spending a substantial amount of money without doing much well. Retired teacher Anne Doak summarized many of the problems, writing a letter to this newspaper. There were too many kids in one area and too few adults to help, some of the children were still only three years old and 26 children were spending the day in a space meant for 15. In short, she said this: “What I’ve seen even with the excellent program being provided in spite of all this is a nightmare for both the staff and children who are not being served adequately.”

Well-meaning though McGuinty and Pascal might be, this is the sort of program that costs a lot, while offering only one monolithic choice to every single family. For example, a family that chooses to have a parent stay at home, or to leave children with grandparents pays twice, once for the care they choose (a spouse or grandparent) and again for the care they didn’t choose (a taxpayer-funded system).

This program is a boondoggle. It’s been confusing, expensive, poorly thought out and won’t reap the anticipated rewards with children. Ontario’s families will be paying for this for a long while to come.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.